

3/ Des collectivités impliquées à des degrés divers dans la mise en œuvre de leurs actions

On distingue deux principaux types d'intervention :

- Le soutien financier à des **actions de solidarité internationale** : fonds de soutien territoriaux, fonds de soutien sectoriels ou participation financière ponctuelle
➔ 100 acteurs concernés, 518 actions recensées, 12,5 M€ mobilisés en 2009
- Les **partenariats de collectivité à collectivité** (via une convention de coopération décentralisée)
➔ 107 acteurs concernés, 134 actions recensées, 4,7 M€ mobilisés en 2009

Des actions de solidarité internationale

Une trentaine d'organismes, principalement des conseils généraux et régionaux, ont mis en place un système d'appel à projets pour soutenir des acteurs de leur territoire (associations ou collectivités) dans leur action internationale.

D'un organisme à l'autre, les critères d'éligibilité et l'aide apportée diffèrent : le montant des subventions allouées varie fortement selon les organismes, allant de 1 000 € à 100 000 €, se situant en moyenne autour de 10 000 €.

Avec la mise en application de la loi Oudin, plusieurs fonds de soutien dédiés au domaine de l'eau et de l'assainissement ont été créés. Ces dispositifs concernent notamment les six agences de l'eau et plusieurs grandes agglomérations ou syndicats des eaux.

Des partenariats de collectivité à collectivité

Les interventions de type partenariats de collectivité à collectivité se différencient selon leur niveau d'engagement dans le pilotage ainsi que dans la mise en œuvre des actions, pouvant ou non mobiliser les compétences internes (services techniques notamment).

L'évolution des modes d'intervention tend vers **une implication de plus en plus forte des acteurs de la coopération décentralisée tant en termes de pilotage et suivi des actions (renforcement des capacités de pilotage en interne) qu'en termes de mobilisation de leurs compétences et savoir-faire spécifiques** (recentrage des actions sur les cœurs de métiers : gestion d'un service public, intercommunalité, schémas d'aménagement et de gestion des eaux, etc.).

Les acteurs associatifs au cœur des actions de coopération décentralisée

Plus de **90 % des actions de coopération décentralisée E&A associent au moins un acteur associatif**. Ces partenariats entre collectivités et associations ou ONG, en France et/ou dans les pays d'intervention, sont recherchés afin d'appuyer la mise en œuvre et le suivi des projets, de compléter l'expertise mobilisable, et de renforcer les liens entre le projet de coopération et les habitants des territoires concernés.

4/ Des actions concentrées sur l'Afrique francophone et qui privilégient l'assainissement et le renforcement des capacités

Sous-secteur, milieu d'intervention et type d'activités

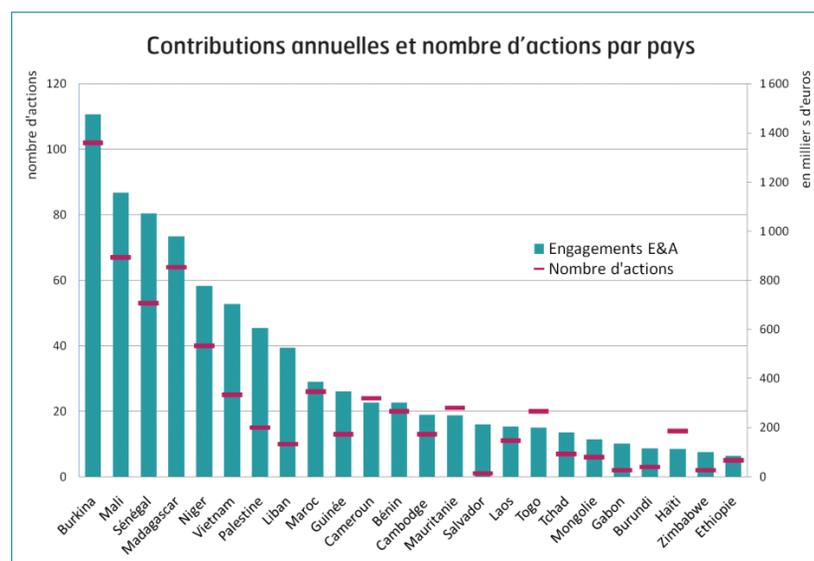
Les collectivités territoriales fortement impliquées s'orientent préférentiellement :

- vers des actions portant sur le secteur de **l'assainissement** (84% des actions de coopération décentralisée conduites en direct comprennent un volet majeur d'assainissement, contre 51% pour l'eau potable),
- vers des actions en **milieu urbain** (65% des actions de coopération décentralisée conduites en direct ont lieu en milieu urbain, contre 22% en milieu rural),
- vers des activités de **renforcement des capacités et d'appui institutionnel** (90% des actions de coopération décentralisée conduites en direct comprennent un volet majeur de renforcement des capacités contre 51% pour un volet majeur de réalisation d'équipements).

Les actions de coopération décentralisée à l'initiative des collectivités qui confient le pilotage à des partenaires associatifs portent *a contrario* plus sur l'eau potable, sur le rural, et sur la réalisation d'équipements.

Zones géographiques d'intervention

Les zones d'intervention privilégiées de la coopération décentralisée E&A sont **l'Afrique de l'Ouest francophone et Madagascar**. Sur ces zones, la coopération décentralisée représente une part très significative de l'aide publique au développement française pour l'eau et l'assainissement (de 20 à 50%).



Contributions annuelles moyennes à la coopération décentralisée E&A par pays (en K€), calculées sur la période 2007-2009, et nombre de projets menés sur cette période.

Etude réalisée par Vincent Dussaux & Céline Noblot (pS-Eau)

Retrouvez l'étude complète en téléchargement sur :

www.afd.fr/jahia/Jahia/Publications_Eau
www.pseau.org/coopdec

Bilan et caractérisation de la coopération décentralisée dans le secteur Eau et Assainissement

Juillet 2010



afd
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



Synthèse de l'étude réalisée par le programme Solidarité Eau (pS-Eau) pour l'Agence Française de Développement (AFD) portant sur la période 2007 à 2009.

1/ Une mobilisation financière importante et croissante

L'étude a porté sur **650 actions** menées dans les pays en développement par près de **300 acteurs** français de la coopération décentralisée (collectivités territoriales, EPCI¹ et Agences de l'Eau).

Montants affectés à la coopération décentralisée

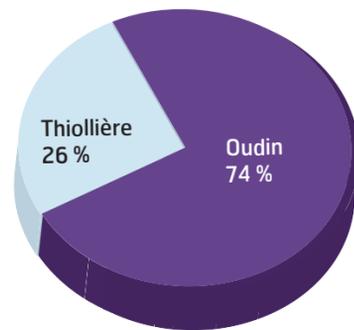
Les montants affectés à la coopération décentralisée E&A ont augmenté de 22% entre 2007 et 2009.

En 2009, ils représentent environ **18 millions d'euros mobilisés** (contributions financières et valorisations des moyens humains affectés). Cela représente une contribution moyenne de près de **0,30 € par an et par habitant** de France métropolitaine et équivaut à environ 6% de l'aide publique au développement française dans ce secteur².

Les engagements de la coopération décentralisée E&A sont cependant **exclusivement sous forme de dons**. En 2009, ces derniers ont été supérieurs aux dons alloués par l'AFD.

L'impact de la loi Oudin

Répartition des contributions de la coopération décentralisée E&A entre loi Oudin et loi Thiollière



L'application de la loi Oudin adoptée le 9 février 2005 a permis la mobilisation directe de **13,2 millions d'euros en 2009**, soit 75% du total investi dans des actions de coopération décentralisée E&A.

Les engagements issus de la mise en application de la loi Oudin se répartissent à peu près dans le même volume entre les agences de l'eau d'une part et les collectivités et syndicats d'autre part.

Cependant, les collectivités territoriales utilisent toujours leur budget général (loi Thiollière) de façon importante (50% des engagements sur 2007-2009 hors agences et syndicats) pour financer leurs actions E&A.

Globalement, on constate que la loi Oudin n'a pas entraîné la substitution d'un mode de financement par un autre. Au contraire, **la loi Oudin a permis de compléter les outils d'intervention** en coopération décentralisée E&A, avec pour effet une augmentation des contributions et la création de dispositifs et d'actions spécifiques à l'eau et à l'assainissement.

Selon les interprétations, une application « totale » de la loi Oudin permettrait de mobiliser un maximum théorique compris entre 60 M€ et 120 M€ par an. Mais une généralisation « réaliste », prenant en considération les facteurs limitant l'application de cette loi, permet d'estimer le potentiel disponible à environ 30 M€ par an.³

Effet levier : les cofinancements de la coopération décentralisée

Les actions de coopération décentralisée analysées mobilisent toujours au moins un cofinancement, avec en moyenne 3 partenaires financiers par projet.

Les partenaires financiers les plus fréquents de la coopération décentralisée E&A (en nombre de cofinancements alloués) sont les agences de l'eau, d'autres collectivités territoriales (fonds de soutien) ainsi que le Ministère des Affaires Etrangères et Européennes.

Si l'AFD et l'Union Européenne sont encore peu mobilisées par les collectivités territoriales, elles offrent cependant des opportunités de cofinancement plus élevées.

Le secteur privé est également de plus en plus associé avec des fonds mobilisables auprès des entreprises de l'eau et fondations.

En moyenne, **1 euro apporté par une collectivité permet de mobiliser 3 euros** de cofinancement.

2/ Qui sont les acteurs de la coopération décentralisée ?

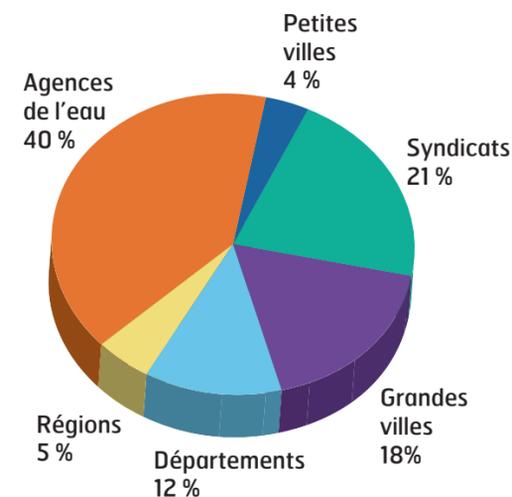
Sur la période 2007 - 2009, environ **300 acteurs de coopération décentralisée** se sont engagés dans des actions portant sur l'eau et l'assainissement.

Le nombre de ces acteurs est en augmentation significative depuis 3 ans.

Répartition des contributions par type d'acteur

Les agences de l'eau sont les premiers contributeurs de la coopération décentralisée E&A (40% des engagements 2007-2009). Les grandes villes représentent 18% des engagements totaux avec des implications importantes en moyenne (environ 75 000 € par an).

Répartition des contributions financières 2007-2009 par type d'organismes

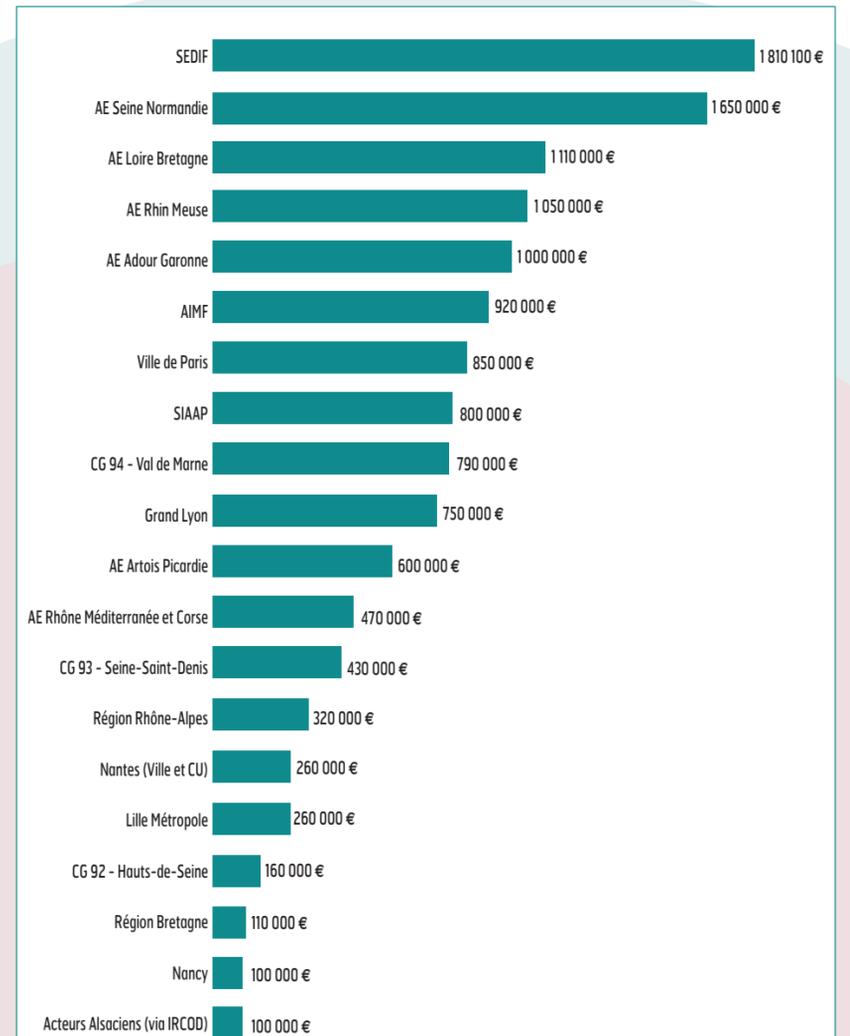


Répartition géographique des acteurs

Le bassin Seine Normandie concentre la moitié des engagements sur la période 2007-2009. Il regroupe des acteurs franciliens apportant des contributions conséquentes (SEDIF, SIAAP, Agence de l'Eau Seine Normandie, Ville de Paris, AIMF et départements franciliens). Le bassin Rhin-Meuse figure parmi les autres zones très actives en matière de coopération décentralisée E&A.

Les principaux contributeurs

88% des contributions 2007-2009 à la coopération décentralisée E&A proviennent de 20 organismes (parmi lesquels les 6 agences de l'eau), de différents types (Régions, Départements, Villes, Associations de collectivités).



Les 20 principaux contributeurs à la coopération décentralisée E&A : moyenne annuelle des contributions financières et ressources humaines valorisées sur 2007-2009

1 Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (syndicat des eaux, communauté de communes, etc.)

2 Calculé sur les données en 2007

3 Pour plus de détails sur les calculs, voir le rapport d'étude complet.